Égalité et lutte contre les discriminations - DGEMC

**Comment prouver qu’on est victime d’une discrimination ?**

***Lisez les situations suivantes, et ayant pris connaissance des différents aménagements dans la loi afin d’aider les victimes de discrimination proposez à ces personnes une démarche à suivre pour faire valoir leurs droits.***

|  |
| --- |
| Kenzi est sourd et scolarisé en milieu ordinaire et bénéficiant de l’aide d’une auxiliaire de vie scolaire (AVS) pour le seul temps scolaire. Il n’est pas accueilli au sein des activités périscolaires de son école faute d’une personne pouvant communiquer avec lui. |
| Kenzi est-il victime d’une discrimination ?  Sur quel fondement juridique vous appuyez-vous pour cette réponse ?  Que peut-il\* faire ? (\*ses tuteurs légaux) |

|  |
| --- |
| Gabriel est en période d’essai dans un salon de coiffure lorsqu’il tombe malade et est arrêté par son médecin. Il reçoit alors un SMS de sa supérieure hiérarchique dont il ne semble pas être le destinataire puisqu’il y est écrit : « Je ne garde pas Gabriel. Je ne le sens pas ce mec. C’est un pd, ils font tous des coups de pute. »  À son retour dans le salon de coiffure, Gabriel n’évoque pas le SMS reçu la veille et apprend la rupture de sa période d’essai par ses supérieurs qui mettent en cause son arrêt maladie. |
| Gabriel est-il victime d’une discrimination ?  Sur quel fondement juridique vous appuyez-vous pour cette réponse ?  Que peut-il faire ? |

|  |
| --- |
| Matthieu est salarié d'une agence de location, et s'est vu refuser son passage à temps plein au motif que la convention collective confère une priorité à une autre salariée, d'origine européenne, disposant de 8 jours d'ancienneté de plus que lui.  Pourtant, Matthieu présente des caractéristiques familiales particulières tenant à l'accompagnement d'un enfant en situation de handicap et conférant également, aux termes de l'accord en cause, un droit de priorité pour l'attribution d'un poste à temps plein. |
| Matthieu est-il victime d’une discrimination ?  Sur quel fondement juridique vous appuyez-vous pour cette réponse ?  Que peut-il faire ? |

|  |
| --- |
| Fatima est employée dans un centre communal d’action sociale (CCAS) depuis 2002. Elle exerce, au sein du pôle « accompagnement des personnes », des missions dans le domaine de l’insertion et n’a jamais rencontré de difficultés dans le déroulement de sa carrière. Chacune de ses évaluations professionnelles démontre que ses compétences et son travail sont reconnus et appréciés par sa hiérarchie. Son supérieur émet, d’ailleurs, en 2007 et en 2010 des avis très favorables à son avancement en grade.  En 2013, une nouvelle directrice est nommée à la tête du CCAS. Elle impulse une réorganisation du centre qui est assez mal vécue par plusieurs agents qui se sentent déresponsabilisés, voire disqualifiés dans leurs interventions quotidiennes.  Dans le cadre de son mandat de représentante du personnel au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), Fatima participe alors à la contestation de cette réorganisation. Cette prise de position, pourtant légitimée par ses engagements syndicaux, a porté préjudice à Fatima qui a vu ses conditions de travail considérablement se dégrader.  En effet, la nouvelle bonification indiciaire (NBI), une prime de la fonction publique, à laquelle elle était éligible lui a été retirée. Mais les difficultés rencontrées par Fatima sont loin de se cantonner à sa seule situation économique. Cette dernière subit une mise à l’écart, sa supérieure hiérarchique refusant notamment de communiquer avec elle en dehors des réunions de service bimensuelles alors qu’elle continue de recevoir les autres agents chaque jour dans son bureau pour échanger. De plus, elle perd ses fonctions de représentation au sein du CCAS et subit un dénigrement constant de ses qualités professionnelles.  Le traitement enduré sur son lieu de travail a eu des conséquences sur son état de santé physique et psychique et a mené à une remise en cause de son avenir professionnel. |
| Fatima est-elle victime d’une discrimination ?  Sur quel fondement juridique vous appuyez-vous pour cette réponse ?  Quelles démarches peut-elle entreprendre ? |